

Aujourd'hui, avec la création de ce ministère, nous reprenons confiance, car nous voyons qu'on veut se préoccuper de ces graves problèmes. C'est d'ailleurs le thème général de toute la campagne du très honorable premier ministre et sa seule promesse électorale: chercher à établir une société juste. Mais il nous la faut, cela est sûr.

• (5.40 p.m.)

[Traduction]

M. le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je m'excuse d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. Le comité lui permet-il de poursuivre?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Gendron: Je vous remercie, monsieur le président, et je termine mes remarques en disant que nous serions heureux de bénéficier d'une pensée généreuse de la part des autorités supérieures. Et je dirais d'ailleurs que c'est dans leur intérêt d'avoir cette pensée généreuse, car autrement il leur en coûterait tout aussi cher, si l'on songe que ces dix comtés auxquels je faisais allusion tout à l'heure coûtent, en virements de fonds et en assistance, sous une forme ou une autre, 150 millions de dollars par année.

Et je me demande s'il ne vaut pas mieux inviter les gens à participer, à investir pour créer de l'emploi, pour redonner confiance et revaloriser les milieux, plutôt que d'habituer tout le monde à s'en remettre à l'assistance sociale, qui n'a pour tout effet que d'enlever la fierté aux gens.

Je pense que les citoyens des territoires défavorisés, eux, les premiers propriétaires, sont en mesure de témoigner de beaucoup de générosité, de largeur de vues, de dynamisme, et de reconnaître la nécessité des solutions modernes à des problèmes nouveaux, la nécessité de se regrouper, d'engager le dialogue, de chercher à reconnaître et à comprendre les solutions proposées et de les mettre aux voix.

Il faut également savoir comprendre que si nous voulons rétablir l'équilibre économique au pays, il nous faut regrouper nos énergies, nos entreprises, nos services communautaires, nos municipalités, créer une solidarité et des puissances assez grandes pour contrebalancer la centralisation outrancière dont nous sommes les premières victimes et qui vide nos milieux du capital humain le plus dynamique.

Les connaissances intellectuelles, jointes à l'expérience, catalysées par cet amour de notre petite patrie, cette fierté naturelle de nos milieux, pourront créer une force telle qu'un mouvement irréversible de progrès sera définitivement lancé dans nos régions.

[M. Gendron.]

[Traduction]

M. MacEwan: Monsieur le président, le bill dont nous sommes saisis était attendu depuis plusieurs mois et avait été mis en relief par le gouvernement. Si l'on remonte aux dernières élections, on se rappellera que le premier ministre a affirmé un jour—et il a toujours la même opinion, je suppose—que la question du développement régional, surtout celui de la région atlantique, était aussi importante pour l'unité nationale que le problème linguistique et constitutionnel. Je suis certainement d'accord avec lui.

J'ai remarqué que le ministre s'est rendu dans les provinces atlantiques lors de la réunion de l'APEC en octobre dernier. Il a dit alors que la création du ministère de l'Expansion économique régionale montrait bien la haute priorité qu'accorde le gouvernement à cette question. Nous sommes prêts à le croire, mais nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons certaines réserves à formuler en ce qui concerne ce ministère. Je dirai quelques mots à ce sujet. J'ignore si j'aurai terminé à six heures, monsieur le président, mais il y a des choses que je voudrais dire au ministre et auxquelles il répondra, je l'espère, avant la fin de ce débat.

• (5.50 p.m.)

En premier lieu, il y a la question de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, dont mon chef et le député d'Egmont ont déjà parlé. On remplace l'Office par le Conseil de développement de la région de l'Atlantique, et nous voudrions bien en savoir davantage. Une autre question que j'ai soulevée à plusieurs reprises auprès du ministre et de son prédécesseur est celle du rapport de l'ARDA sur les neuf comtés de l'Est de la Nouvelle-Écosse. Je ne sais où en est la question. Hier, le ministre a annoncé qu'il avait reçu une lettre du ministre de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse, ajoutant que si le ministre acceptait qu'il rende le rapport public, il aviserait à ce moment-là. J'en parle maintenant parce qu'il a fallu plusieurs années pour préparer le rapport de l'ARDA avec le concours des deux gouvernements. J'ai des inquiétudes—et c'est que dit aussi le *Chronicle Herald* d'Halifax du 11 mars—sur le sort du rapport, et je me demande si les deux gouvernements décideront de ne pas le publier. J'espère que ce rapport qui, me dit-on, porte sur bien des aspects de l'économie des neuf comtés que je représente, sera étudié par le gouvernement. Celui-ci a annoncé que le dernier programme du FODER, qui portait sur l'Île du Prince-Édouard, serait en réalité le dernier. Il y en a